# Pourquoi Pelosi et la députée musulmane veulent-elles absolument la destitution de Trump dès maintenant ?

écrit par Christine Tasin | 10 janvier 2021

**C'est l'affolement le plus complet à Washington…**

Les demandes pressantes de destitution Donald Trump se suivent, s'accumulent… Pelosi écrit à tout le monde, frénétiquement… et même des traîtres républicains s'associent à elle ! Elle parle d'urgence absolue !

https://fr.news.yahoo.com/usa-démocrates-envisagent-procédure-destitution-103144404.html

Pelosi (Présidente de la Chambre des représentants) est complètement hystérique, hystériques-dingue, même.

https://fr.euronews.com/2021/01/07/apres-l-attaque-du-capitole-nancy-pelosi-reclame-la-destitution-de-donald-trump

.

La vieille ennemie de Trump et de l'Amérique libre, Ilhan Omar tweete, téléphone… s'agite en tous sens, payée par le prince saoudien principal actionnaire de Twitter  ? Même pas besoin, Trump est un homme libre, patriote, opposé à l'islamisation de son pays, il est donc son ennemi.

> *I am drawing up Articles of Impeachment.*
>
> *Donald J. Trump should be impeached by the House of Representatives & removed from office by the United States Senate.*
>
> *We can't allow him to remain in office, it's a matter of preserving our Republic and we need to fulfill our oath.*
>
> *— Ilhan Omar (@IlhanMN) January 6, 2021*

**Pourquoi tant de précipitation, alors que Trump est censé quitter la Maison Blanche dans 10 jours ?  Pourquoi cette panique ? Pourquoi cette hystérie ?**

Peur d'une révolte des Américains ? Peur que Trump, appuyé par l'armée, ne fomente un coup d'Etat ? Pelosi en est au point de faire toutes les démarches possibles pour que Trump n'ait plus accès au code nucléaire !

**Et si la réponse était dans ce tweet du Lieutenant-général Thomas McInerney, qui s'exprimait hier depuis la Maison Blanche ?** (merci à Beate qui nous l'a signalé et traduit).

Lt. General Thomas McInerney, speaking at the White House yesterday.

He says white hats (good guys, part of special forces) got Nancy Pelosi's laptop during the breach of the Capitol on Wednesday. He says she's frantic, and this is why she's pushing to impeach Trump

Pls RT pic.twitter.com/Dx2WSaCSlk

— Ian Lyne (@lyne_ian) January 9, 2021

Il dit que les « chapeaux blancs » (bons gars, qui font partie des forces spéciales) ont obtenu l'ordinateur portable de Nancy Pelosi lors de la violation du Capitole mercredi. Il dit qu'elle est frénétique, et c'est pourquoi elle fait pression pour destituer Trump.

https://twitter.com/lyne_ian/status/1347829726941888514
Thomas McInerney est un commentateur politique et un lieutenant général de l'armée de l'air des États-Unis à la retraite, qui a occupé des postes militaires de haut niveau sous le président des États-Unis et le secrétaire à la Défense. Wikipedia.

Des extraits de la video ci-dessous, signalée par Pikachu, évoquent aussi la disparition de nombre d'ordinateurs lors de l'invasion du Capitole.

.

Pour le moment Mike Pence a refusé d'enclencher la procédure de destitution (un dernier scrupule vis-à-vis de l'homme qu'il a trahi ? ). Or tout dépend de lui.

Que Mike Pence envoie une telle déclaration semble bien difficile sur le plan politique », juge Jean-Eric Branaa sur Twitter. « Il est déjà en difficulté avec le camp Trump après

les attaques directes contre lui du président hier (mercredi) soir. Voudra-t-il aller encore plus loin, alors qu'il a été aussi loyal pendant quatre ans ? »

Il faudrait également prouver que Trump est devenu fou : « devenu » puisque tous les élus du parti républicain l'ont soutenu pendant 4 ans sans rien dénoncer. « 'Fou' ? Il faut donc que des psychiatres puissent examiner le président, ce qui ne peut pas se faire sans son consentement », continue-t-il. « Tout cela en moins de 15 jours. Je ne crois donc pas au 25e amendement. »

https://www.france24.com/fr/amériques/20210107-le-président-doit-être-tenu-responsable-appels-à-la-destitution-après-l-assaut-sur-le-capitole

Ce que demandent les hystériques-dingues, c'est une procédure particulière, différente de celle enclenchée contre Trump dès le début de son mandat et qui a échoué l'année dernière.

.

Après l'intrusion violente du Capitole mercredi, des personnalités américaines souhaitent avoir recours au 25e amendement. Une procédure qui pourrait priver immédiatement le président de ses pouvoirs, mais écartée par Mike Pence, à qui il reviendrait de la déclencher.

Le recours au 25e amendement, qui permettrait de démettre Trump, est-il possible ?

C'est une petite musique qui monte de part et d'autre de l'échiquier politique américain : Donald Trump, dont des partisans attisés par ses déclarations jusqu'au-boutistes ont envahi le Capitole mercredi, doit être éjecté illico de la Maison Blanche. Et ce, avant même la passation de pouvoir qui doit avoir lieu le 20 janvier à Washington. Mais dans un laps de temps aussi court, cela est-il possible ? La procédure de

destitution (*«impeachment»*), qui a déjà visé Trump l'an dernier, semble vouée à l'échec, tant pour des raisons politiques que logistiques. Reste l'option de recourir au 25e amendement de la Constitution, ce que réclament depuis mercredi de nombreux élus, principalement démocrates.

## «Pour l'amour de la démocratie»

C'est le cas par exemple de la sénatrice Elizabeth Warren, ex-candidate aux primaires démocrates, et surtout des deux leaders républicains au Capitole, le chef de la minorité démocrate au Sénat Chuck Schumer et celle de la majorité à la Chambre, Nancy Pelosi. Dans un courrier adressé au vice-président Mike Pence, les membres démocrates de la commission judiciaire de la Chambre lui ont demandé, *«pour l'amour de la démocratie»*, d'invoquer la section 4 de cet amendement. *«Le président Trump a encore montré qu'il n'est pas sain mentalement et incapable de gérer et d'accepter les résultats de l'élection de 2020»*, écrivent-ils.

Cette hypothèse, envisagée également par certains élus républicains et, selon les médias, par des membres de l'administration Trump, aurait toutefois été écartée jeudi en privé par Mike Pence, raconte le *New York Times.* Mais la demande de destitution par ce biais, appuyée par la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, pour qui il s'agit d'une *«urgence de la plus haute importance»,* vient aussi du camp républicain, au bord de l'implosion. Ainsi, le représentant Adam Kinzinger a appelé jeudi à suivre cette voie, inédite, *«pour le bien»* de la démocratie américaine.

En quoi consiste cette procédure ? Différent d'une procédure d'impeachment, dont l'actuel locataire de la Maison Blanche a été acquitté lors d'un procès au Sénat l'an passé, et que Nancy Pelosi menace d'enclencher à nouveau si Mike Pence n'agit pas, le 25e amendement (le consulter ici en anglais) permet explicitement d'écarter un président en

exercice contre son gré s'il est jugé *«inapte»* à exercer sa fonction. Ce qui est en soi une rédaction relativement vague (comme nous vous l'expliquions) pour y englober les saillies incendiaires de l'ancien magnat de l'immobilier.

L'histoire de cet amendement à la Constitution américaine est assez récente et prend sa source dans l'assassinat de John F. Kennedy, en 1963. A l'époque, la loi américaine prévoyait bien qu'en cas de décès du président américain, il soit remplacé par son vice-président. En revanche, rien n'était prévu pour un président dans l'incapacité intellectuelle ou physique (une invalidité par exemple) d'exercer sa fonction. Ainsi, le 25e amendement est né, avant d'être ratifié en 1967, augurant que dans ces circonstances extraordinaires, le vice-président puisse prendre la place du président. Depuis, il n'a jamais été mis en application, bien qu'évoqué par deux fois sous la présidence Reagan.

Concernant la présidence Trump, le recours à ce mécanisme a déjà été maintes fois évoqué, y compris lorsque le leader populiste a été hospitalisé pour le Covid-19. Des discussions tenues jusqu'au sein du cercle de ses proches collaborateurs. C'est d'ailleurs logique : pour l'enclencher, c'est en effet le vice-président, ainsi qu'une *«majorité des principaux fonctionnaires des départements exécutifs»,* soit la majorité des ministres du cabinet, qui doivent alerter le Congrès par une déclaration écrite *«selon laquelle le président est incapable d'exercer les pouvoirs et de remplir les devoirs incombant à sa charge».* Dans un tel scénario, la constitution est limpide : *«Le vice-président assume immédiatement ces pouvoirs et devoirs en qualité de président par intérim»*. Donald Trump conserve le titre de président, mais est privé de ses pouvoirs.

## Doutes sur son application

Mais il y a des garde-fous : s'il est en état de le faire (en gros, s'il n'est pas dans le coma), le président américain peut alors écrire une lettre au Sénat et à la Chambre des représentants pour faire valoir sa capacité pleine et entière à rester en poste. Le vice-président et le cabinet disposent alors de quatre jours pour réitérer leur déclaration sur *«l'incapacité»* du président à servir. Dans ce cas, il appartient au Congrès de résoudre le différend dans un délai de vingt et un jour. Il faut un vote à la majorité des deux-tiers pour confirmer l'incapacité du président. Dans l'intervalle, le vice-président par intérim continue d'assumer le pouvoir.

Si Mike Pence et la moitié des membres du cabinet, qui compte aujourd'hui 13 membres après la démission jeudi des secrétaires au Transport et à l'Education, le décidaient, ils pourraient donc déposséder immédiatement Donald Trump de ses pouvoirs. Le mandat de celui-ci expirant dans treize jours, la Chambre, contrôlée par les démocrates, pourrait alors tout simplement attendre et ne pas voter avant cette date. Privant, de fait, le milliardaire, de ses prérogatives jusqu'à son départ de la Maison Blanche, le 20 janvier à midi.

Enfin, cet amendement n'ayant jamais été utilisé, le débat demeure sur ce qui constituerait réellement une « incapacité » de Donald Trump. Par ses propos, sa contestation de la victoire de Joe Biden, ses appels mercredi au Congrès à renverser le résultat des urnes, y compris en se rendant au Capitole, est-il responsable des actes violents de ses partisans ? Des spécialistes de la Constitution, comme l'avocat Alan Dershowitz, interrogé jeudi matin sur Europe 1 et qui a défendu Donald Trump lors de son impeachment, doutent de l'application de cette procédure. De nombreux éditorialistes de grands quotidiens américains, du *Washington Post* au *New York Times*, n'hésitent plus, eux, à faire campagne

pour que le milliardaire soit écarté du pouvoir, notamment pour *«sédition».*

https://www.liberation.fr/planete/2021/01/07/etats-unis-le-recours-au-25e-amendement-qui-permettrait-de-demettre-trump-est-il-possible_1810549

.

**Il reste 9 jours à Trump, seul, abandonné de tous, pour trouver le remède miracle et empêcher la catastrophe absolue Biden-Harris à la tête de l'Amérique… L'ordinateur portable de Pelosi contiendrait-ils de quoi faire exploser tout cela ? Et quand bien même, Trump aurait-il les moyens légaux de l'utiliser pour arrêter le décompte infernal ? Il est permis d'en douter, mais, jusqu'au bout, nous aurons l'espoir fou d'un miracle.**